



HAL
open science

Sur des liens qui s'écroulent dans un ghetto de la banlieue de Beyrouth.

Anis Chérif-Alami

► **To cite this version:**

Anis Chérif-Alami. Sur des liens qui s'écroulent dans un ghetto de la banlieue de Beyrouth.: Ethnographie d'un quartier populaire dans la crise libanaise (2020-2023). 2023. hal-04158147

HAL Id: hal-04158147

<https://hal.science/hal-04158147>

Preprint submitted on 18 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

DRAFT – VERSION PROVISOIRE

Sur des liens qui s'écroulent dans un ghetto de la banlieue de Beyrouth

Le Liban s'enfoncé depuis la fin de l'année 2019 dans « une des trois crises mondiales les plus sévères depuis le milieu du XIX^{ème} siècle » d'après la Banque Mondiale¹. L'effondrement financier constitue, toutefois, une dimension d'une série de crises emboîtées, et notamment : d'une crise politique marquée par les mobilisations d'octobre 2019 et la démission du premier ministre de l'époque Saad Hariri, une crise économique liée à l'effondrement de la livre libanaise, une crise sanitaire liée à l'épidémie mondiale de la COVID-19 et aux mesures de confinement qui ont suivi. L'explosion du port de Beyrouth et de ses principales infrastructures le 4 août 2020 est venue approfondir les effets multidimensionnels des crises libanaises, amenant à la chute drastique des flux économiques et au déplacement d'environ 300 000 personnes dans la capitale (Bou Nader et Hariri, 2021)².

En 1996 un rapport de l'ONU³ sur la pauvreté au Liban expliquait déjà que l'augmentation des inégalités et la dégradation des conditions de vie de franges de plus en plus importantes de la population avaient été invisibilisées. Selon ce rapport, 28 % de la population vivait alors déjà sous le seuil de pauvreté. Preuve s'il en était besoin que le problème social et politique de la pauvreté est ancien et qu'il n'a pas été enfanté par la crise que vit actuellement la société libanaise. Son importance avait déjà été démontrée par ailleurs par la littérature sur les inégalités dans la région, et son invisibilité imputée à l'insuffisante production de données statistiques sur cette question jugée sensible et leur accès souvent rendu difficile (Alvaredo, Assouad, Piketty, 2017).

Ceci étant, les estimations les plus récentes de la pauvreté multidimensionnelle, bien qu'elles soient très contestables (elles excluent les populations réfugiées au Liban de l'analyse), laissent imaginer l'ampleur des conséquences de la crise sur de larges de population libanaise ou non : le taux de pauvreté multidimensionnel aurait dépassé les 80% depuis fin 2021 selon l'ONU et l'ESCWA. Ces estimations en partie contestables nous permettent au moins de supposer, lorsqu'elles sont croisées avec d'autres données sur l'évolution de l'indice des prix et du taux d'inflation par exemple, comme nous nous proposons de le faire, l'existence d'une tendance lourde : l'accélération brutale et rapide (en quelques mois à peine) d'un processus plus ancien de polarisation socio-économique de la population du pays

¹ World Bank, 2021, « Lebanon Economic Monitor », disponible en ligne : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/394741622469174252/pdf/Lebanon-Economic-Monitor-Lebanon-Sinking-to-the-Top-3.pdf>

² <https://hal.science/hal-03269510/document>

³ Haddad, Antoine. (1996). *Poverty in Lebanon*. Beyrouth : UN-ESCWA.

déjà minutieusement démontré et documenté par l'économiste Lydia Assouad avant le début de la crise (Assouad, 2018 ; Assouad, 2019). Le résultat le plus saillant de mon enquête ethnographique dans les quartiers de Hay el-sellom et Karm el-Zeitoun, est que la catégorie des « pauvres », qu'elle soit prise dans sa définition monétaire ou multidimensionnelle, demeure très hétérogène socio-économiquement et politiquement, et ceci alors même que mon enquête a été réalisé à chaud dans une période de crise multiple et d'urgence humanitaire et dans deux quartiers populaires qui cumulent *a priori* tous les stigmates qui les réduisent à des ensembles monolithiques.

J'ai fait pour ma part le choix d'adopter une approche ethnographique de la pauvreté qui appréhende celle-ci comme une relation tissée entre des individus et des groupes d'une part et des institutions sociales et politiques de l'autre. Dans cette perspective il n'existe pas de pauvres en dehors d'une relation d'assistance dans laquelle le pauvre se trouve *ciblé, élu* et *institué* comme pauvre

Si l'on s'appuie strictement sur des seuils absolu ou relatif pour mesurer l'évolution de la pauvreté depuis le début de la crise⁴, on parvient au résultat selon lequel l'immense majorité des habitants se trouve subsumée sous une seule catégorie de « pauvres ». Je fais l'hypothèse qu'une approche multidimensionnelle de la pauvreté n'a pas plus de sens dans ce contexte : en retenant six dimensions (l'éducation, la santé, l'accès au service public, l'habitation, les biens et propriété, l'emploi et le revenu), et en classant via un « score de privation » des individus et des groupes aux trajectoires très diverses sous la catégorie de description monolithique de « pauvres » à partir du moment où ils se trouvent privés de deux de ces dimensions, l'approche multidimensionnelle adoptée par l'ESCWA dans son rapport de 2021 aboutit aux mêmes chiffres exorbitants. Ceux-ci, s'ils attestent d'une crise et d'une explosion de la définition absolue de la pauvreté depuis 2020 au moins, témoignent aussi d'une crise de la définition de la pauvreté qui crée de la confusion dans l'appréhension de ses frontières, bien que celle-ci fasse l'objet d'une attention publique et médiatique inédite depuis 2019.

En effet, cette catégorie de « pauvres » sert désormais à subsumer des groupes et des individus aux trajectoires socio-économiques très diverses, et perd de vue la réalité sociale qu'elle entend décrire. Les vies des individus et des groupes qui la composent lui filent entre les doigts, et je voudrais montrer que c'est à ce niveau du regard que l'évolution des rapports de forces sociaux et politiques qui travaillent la société libanaise se lit le mieux. Néanmoins, j'aimerais montrer que la question de la pauvreté reste une des meilleures façons d'appréhender la crise multiple actuelle comme le fruit de dynamiques socio-économiques et politiques qui n'ont jamais cessé d'être profondément articulées, avant comme depuis le début de la crise libanaise. Si la sociologie des mouvement sociaux a démontré l'absence de corrélation entre pauvreté matérielle d'une part et passage à l'action d'autre part, je voudrais montrer que, dans un contexte où la gestion des pauvres est de longue date entre les mains d'acteurs privés et infra-étatiques, et où ces institutions sociales clientélares et politiques de régulation de la pauvreté ont dû ajuster leur

⁴ Tantôt la définition d'un minimum vital dans une société donnée, tantôt la définition d'un revenu médian calculé en fonction de l'évolution du niveau de vie dans un contexte donné.

réponse à la crise dans l'urgence, la « crise » a d'abord été une crise de la *pauvreté relationnelle*, c'est-à-dire une crise des solidarités dans lesquelles sont confinés les pauvres, et dans le même temps celle des institutions autour desquels se tissent ces liens sociaux, notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG) (conventionnées avec des organismes publics), les partis politiques, la famille, et le quartier. En me focalisant sur un quartier et ses alentours emblématiques d'une pauvreté ancienne et cumulant de nombreux stigmates, Hay el-Sellom, situé au sud-est de la banlieue où le Hezbollah a un ancrage territorial et militant important. Non seulement pour rendre compte de l'hétérogénéité sociale des groupes et individus « pauvres » dont les spécificités sont ignorées par les modélisations statistiques, mais aussi et surtout pour analyser les rapports de force économique et politique qui les façonnent en situation d'urgence. Une des principales institutions chargées de répondre aux besoins des plus pauvres dans le quartier via le déploiement de nouveaux dispositifs d'aides est un parti politique, le Hezbollah, qui a vu une large partie de son électorat se désolidariser de lui et s'opposer à lui pendant les mobilisations du mouvement du 17 octobre 2019. À partir de cette enquête, cet article entend remettre à plat un trait commun à de nombreux travaux de la sociologie étatique sur la pauvreté au Proche-Orient ainsi que dans des sociétés dites industrialisées, celui d'insister sur les bénéfices des « liens forts » en sous-estimant le coût de la dette relationnelle dans laquelle sont confinés les pauvres dans les solidarités rapprochées.

Dès lors, en quoi les transformations des conditions de vie des plus pauvres à l'heure de la crise sont-elles directement articulées à des (dés)ajustements des modes de gestion politique de la pauvreté ?

Dans quelle mesure les transformations récentes de la (dé)régulation institutionnelle, dans un contexte où le coût de la vie explose, augmentent-elles le coût de l'engagement et de la dette relationnelles dans lesquels sont confinés les plus pauvres dans les solidarités rapprochées, et alimentent des formes de défiance vis-à-vis des institutions de l'aide et des transformations des rapports ordinaires au politique ?

Dans la première partie de cet article j'analyse les (dés)ajustements des dispositifs d'assistance sociale face à l'explosion de la demande d'aides en contexte de crise multiple. Dans un second temps, je tâcherai de montrer en quoi ces reconfigurations confinent à une *crise de la pauvreté* elle-même, qui se traduit par une augmentation du coût des solidarités de proximité dans lesquels étaient déjà pris les plus pauvres avant la crise, et alimentent de nouvelles divisions et formes de défiance politique chez les pauvres en situation d'urgence.

Terrain et méthodologie de l'enquête

Hay el-Sellom est un quartier qui a accueilli plusieurs vagues d'immigrations rurales, en majorité des populations de confession chiite venant du sud et de la plaine de la Bekaa. Ces populations sont arrivés par vagues successives, d'abord du fait de l'exode rural dans les années 1960 (ceux-là sont propriétaires de leur logement la plupart du temps), des raids israéliens incessants dans les années 1970 à la frontière au sud du pays, de la guerre civile (1975-1990) et des deux invasions israéliennes de 1978 et 1982, du sud Liban dans les années 1980 (Fawaz, 2004). Depuis le

déclenchement du conflit syrien en 2011, suite au mouvement contestataire populaire contre Bachar al-Assad, ce quartier a accueilli aussi une population Syrienne importante, ainsi que d'autres catégories d'étrangers du sud-est asiatique (Bangladesh, Sri-Lanka). Le quartier de Hay el-Sellom dépend officiellement de la municipalité de Choueifat (druze), mais en vertu du système électoral libanais, ses habitants sont enregistrés comme électeurs dans leurs villages d'origine : ce qui fait qu'ils peuvent voter que dans leurs villages d'origine respectifs du Liban sud ou de la Bekaa. C'est pourquoi ils n'ont aucun pouvoir politique au niveau des élections locales et municipales de leur lieu de résidence. C'est une fragilité politique qu'ils partagent avec les autres catégories d'étrangers résidant dans le quartier. Les habitants de Hay el-sellom dénoncent souvent le désintérêt et l'inaction totale de la municipalité de Choueifat, qu'ils expliquent par le fait qu'ils ne constituent pas une clientèle politique pour « eux » (les responsables de la municipalité).

Les matériaux exploités pour cette recherche ont été collectés au cours de trois enquêtes ethnographiques menées entre 2021 et 2023 (janvier-juin 2021 ; janvier-mai 2022 ; octobre-décembre 2022). Trois premières Le corpus regroupe 24 entretiens semi-directifs réalisés à Hay el-Sellom, avec des bénéficiaires d'un centre social d'une ONG locale, et ceux d'un Centre social du Ministère des Affaires Sociales libanais en partenariat avec des ONG internationales ; des commerces, ou encore au sein des foyers domestiques. J'ai conduit plusieurs entretiens avec des bénéficiaires du centre social de l'association Amel⁵ présent dans ce quartier. Au début, les entretiens ont été menés dans leurs locaux. Ceci ne mettait ni l'enquêteur ni l'enquêté à l'aise) Ainsi, suite à cette première prise de contact, j'ai privilégié des rencontres dans des lieux public, comme des cafés, mais aussi dans des espaces domestiques, et sur les lieux de travail (échoppes ou petits commerces des marchands de vêtements, des salons de coiffure, des bijouteries, des épiceries, des drogueries, des marchands de tabac, de fruits et légumes, des « snacks » populaires etc.). J'ai aussi réalisé des observations et des entretiens dans le « centre des affaires sociales » situé au cœur du quartier et dépendant du ministère des Affaires Sociales libanais. Ces entretiens ont été complétés par des discussions informelles que j'ai pu avoir avec des personnes résidents ou ayant résidé dans les quartiers qui entourent celui de Hay el-Sellom (Mreijeh, Tahwit el Ghadir, Laylaki). Certains y résident encore, d'autres non mais gardent des liens familiaux et amicaux forts Hay el-sellom et ses contours géographiques proches. Pour préserver la confidentialité de mes sources, j'ai fait le choix d'anonymiser les noms de l'ensemble de mes enquêtés. Enfin, en m'inspirant de la méthode de l'ethno-comptabilité telle qu'elle a été élaboré dans d'autres contextes, j'ai pu réaliser des relevés de consommation auprès d'un couple de retraités résidant autour du quartier, en m'entretenant un après-midi par semaine avec eux entre octobre et décembre 2022.

⁵ Amel association international (AMEL) est une organisation non gouvernementale (ONG) libanaise non confessionnelle créée en 1979 qui intervient dans des zones déshéritées au Liban.

I-Les reconfigurations des dispositifs d'assistance sociale à Hay el-Sellom en contexte de crise.

Depuis le début de la crise, les groupes les pauvres ont continué de voir leurs conditions de vie se dégrader au fil de la dévaluation de la livre libanaise et de l'augmentation brutale du coût de la vie. Celle-ci complique considérablement les capacités des pauvres à accéder à la satisfaction de leurs besoins les plus primaires : se loger, se nourrir, se soigner, mais aussi se chauffer, s'éclairer ou encore se mouvoir. Face à la montée brutale et inédite de ces insécurités, différents dispositifs déjà existants se sont redéployés dans ce contexte de crise en tentant de répondre tant à un nombre beaucoup plus élevé de demandeurs d'assistance – par un phénomène de déclassement social - qu'à des besoins d'aides de plus en plus alimentaires et pécuniers.

1-Les dispositifs d'aide à Hay el-Sellom : entre fragmentation et complémentarité.

Les aides sociales à destination des pauvres sont disparates mais trouvent une certaine complémentarité *de facto* dans l'usage qu'en font les bénéficiaires. Ce qu'on peut observer c'est que la crise induit une reconfiguration des dispositifs d'aide, c'est-à-dire des politiques qui visent l'adaptation des dispositifs préexistants dans le quartier à l'évolution des besoins des habitants dans le contexte actuel. Il s'agit de penser ainsi d'un côté de manière relationnelle les aides mises à disposition par chaque institution et de l'autre les stratégies et les attentes des bénéficiaires.

Au centre social de l'ONG AMEL à Hay el-Sellom je rencontre pour la première en janvier 2021 sa direction. Celle-ci m'explique au cours de mon premier entretien dans le quartier que l'ONG dispose de deux centres à Hay el-Sellom : un centre social et un centre de santé. « Ici nous proposons des activités ludiques et divertissantes pour les enfants afin qu'ils ne restent pas dans la rue pendant que leurs parents vont au travail. Souvent les parents ne veulent pas laisser leurs enfants jouer dans la rue car ils craignent qu'ils se fassent renverser par tous les scooters et les voitures qui serpentent les ruelles à toute vitesse (...). Mais si un membre d'une famille tombe malade ils ne viennent pas ici, ils doivent se rendre dans le centre de santé de AMEL qui se charge de ça. Ici on ne s'occupe pas de ça. Mais on propose des cours d'anglais, d'arabe et d'informatique dans le cadre d'un projet en cours par exemple, pour les jeunes sans emploi âgés entre 14 et 25 ans, en partenariat avec une organisation internationale »⁶.

À partir du mois d'avril 2022, j'entame une enquête sur le centre des Affaires sociales du ministère des Affaires Sociales. Employée du Ministère, Malika gère, tantôt à distance tantôt à son bureau du centre, les dossiers des demandeurs d'aides enregistrés ou souhaitant s'enregistrer dans un des derniers projets de lutte contre la pauvreté supervisée par le ministère en convention avec le Programme

⁶ Tous les entretiens ont été menés en arabe. Notre traduction.

Alimentaire Mondiale (PAM). Elle m'explique que ce programme n'est pas nouveau mais bien plutôt le redéploiement d'un dispositif ancien ajusté cette fois à de nouveaux besoins surtout alimentaires et pécuniers des plus pauvres qui sont ciblés. Entre 2011 et 2016, les plus pauvres pouvaient *de jure* s'enregistrer dans le programme « Hala » qui donnent droit à une carte de crédit qui aide celles et ceux qui en disposent à payer les frais d'hôpitaux, les écoles publiques et les écoles techniques. Elle me dit que les personnes qu'elle reçoit qui viennent déposer une demande ou pour une information sur leur dossier en attente veulent systématiquement une aide alimentaire. Depuis 2016 a été mis en place par le ministère en partenariat avec le PAM la « carte de la vie » qui permettrait d'accéder à une aide de santé pour accéder aux hôpitaux publics ainsi qu'à une aide alimentaire et pécuniaire *via* « la carte d'approvisionnement » : ils peuvent retirer de l'argent périodiquement avec cette carte depuis un distributeur de billets. Les aides distribuées par les pouvoirs publics et les ONG à Hay el-Sellom ont augmenté dans l'absolu – et non relativement à la dollarisation des marchandises - et changé de nature, devenant principalement alimentaires et pécuniaires face à l'évolution des besoins des habitants dans ce contexte d'urgence.

Dans le même centre, je rencontrais Khadija pour la première fois. Elle sort tout juste d'une des salles d'accueil du centre. Elle me semble très amère et grommèle des insultes entre ses dents. Elle s'était contenue. Je lui demande ce qui s'est passé et nous entamons une conversation d'une dizaine de minutes. Elle m'explique qu'elle se rend presque quotidiennement au centre pour demander un retour sur sa demande d'enregistrement dans le programme de lutte contre la pauvreté supervisée par le ministère des Affaires Sociales. Je lui explique que je ne travaille pas au centre, que je suis étudiant en sociologie, mais que je la tiendrais au courant si j'entends parler d'une ONG qui accepte de l'enregistrer rapidement comme bénéficiaire. La recroisant le lendemain au centre où je viens m'entretenir avec une fonctionnaire chargée de la gestion des demandes d'enregistrement dans le programme, nous avons entamé une conversation sur son parcours. Elle m'explique qu'elle est femme de ménage, « car je ne suis pas instruite » insiste-t-elle, qu'elle vit avec son mari qui était chauffeur de taxi et qui a perdu son travail depuis deux ans. Ses enfants ont trop de difficultés pour l'aider. Elle m'explique que lorsque qu'elle tombe malade, elle ne se rend ni chez le médecin, ni chez le pharmacien, ni à l'hôpital : si elle a besoin d'un médicament elle fait le tour des dispensaires jusqu'à ce qu'elle le trouve. « Dans les dispensaires ils nous donnent des médicaments quand ils en ont », dit-elle sur un ton de reconnaissance, « mais Dieu merci je n'ai jamais eu de maladie particulière ».

Les bénéficiaires comme Khadija se dirigent vers des dispositifs d'aides disparates et fragmentés pour satisfaire leurs différents besoins. Autrement dit, ils associent chaque institution à un service en particulier qui lui-même ne se maintient pas dans le temps et est fragile, ce dont témoigne le cas de Karim et de ses parents.

Karim, un jeune architecte libanais chiite de 34 ans résidant désormais en France, envoie chaque mois à ses parents une centaine d'euros afin de les aider financièrement. Karim m'explique que ses parents se rendent dans les supermarchés gérés par le Hezbollah pour acheter des produits de première

nécessité avec la carte « Al-Sajjad », nom du programme d'aide alimentaire du Hezbollah dont nous détaillons le fonctionnement plus bas. Je rends visite à ses parents dans leur appartement dans un des quartiers qui jouxte celui de Hay el-Sellom une fois par semaine entre octobre et décembre 2022. Ils m'expliquent que, pour se procurer les médicaments contre le diabète, ils doivent se rendre à chaque fois qu'ils terminent leur stock dans plusieurs dispensaires pour en trouver. Lorsqu'ils ne les trouvent ni dans les dispensaires ni dans les pharmacies, surtout depuis que la pénurie de médicaments s'est aggravée au Liban, il peut arriver qu'ils demandent à leur neveu libanais⁷ de leur ramener gratuitement de Syrie. Pour vivre tous les jours, ils ont besoin d'argent liquide me disent-ils, car « ici tu dois payer pour tout et tout est devenu très cher ». Ces aides qu'ils présentent comme des « services » ne peuvent pas remplacer une aide pécuniaire que seul leur fils peut leur fournir *via* des transferts d'argent Western Union⁸ qu'il essaye d'effectuer chaque mois en dépit de ses difficultés financières. Alors que Viviana Zelizer (Zelizer, Weber, 2006) montre qu'il incombe souvent à la famille nucléaire d'aider financièrement tandis que les aides en nature circulent plus facilement au sein du voisinage, les trajectoires que je documente s'inscrivent aussi dans un contexte institutionnalisé de l'aide. De façon similaire ici, c'est de l'argent que leur envoie leur fils que ce couple de retraités vit principalement, afin de couvrir les dépenses alimentaires du quotidien, ou encore pour payer les factures d'eau et d'électricité. Alors que je termine un de mes entretiens avec elle, Malika me dit que « c'est le Hezbollah qui aide le plus à Hay el-Sellom » (...), « la situation est nulle comme tu le vois, mais elle serait plus que nulle si le Hezbollah n'aidait pas. Les ONG elles fonctionnent par projet, pour six mois, douze mois, elles viennent, elles partent, mais les partis eux ils restent là ». Cela fait de ces derniers des dispositifs de premier plan de l'assistance sociale aux plus démunis à l'échelle locale, en particulier dans le contexte actuel.

2- Les solidarités familiales : sur la part des remises d'argent de la diaspora dans les budgets des ménages.

Entre septembre 2019 et mai 2020, le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) a enregistré une augmentation nominale⁹ de 56 % du prix de huit produits alimentaires de base comme le riz, le sel, le sucre ou l'huile de tournesol. Une hausse des prix des denrées qui n'a cessé de croître ensuite puisqu'en juin 2022 un rapport de la Banque Mondiale affirme que la hausse nominale des denrées alimentaires a atteint 332 %. À l'échelle nationale, les vols à la tire et les incidents violents dans les supermarchés augmentent et font l'objet d'une attention publique et médiatique croissante. Concomitamment, l'Administration Centrale de la Statistique indique que le taux de chômage au Liban serait passé de 11,4 % à 29,6 % en janvier 2022.

Dans ce contexte j'essaie d'étayer l'hypothèse d'une mise sous tension subjective et objective des logiques d'obligation mutuelle qui relie les membres des familles pauvres, tandis que la littérature

⁷ Je n'en sais pas plus pour l'instant sur leur neveu. Il vit entre la Syrie et le Liban. Il est probablement membre et milicien du Hezbollah mais je n'en suis pas certain.

⁸ Western Union est une plateforme de transferts d'argent internationaux pour les particuliers et les entreprises.

⁹ La hausse nominale du prix tient compte des effets de l'inflation.

libaniste sur les relations de don et de contre don au sein de la structure familiale tend à n'y voir qu'une crise des représentations de la famille libanaise (Joseph, 2004). Les deux facteurs en question participent de la place croissante que prend l'institution familiale en tant que maillage essentiel de l'économie de subsistance des plus pauvres. Les solidarités familiales ont ceci de particulier dans le contexte que j'étudie d'être encadrées dans des solidarités villageoises situées dans les lieux d'origine des enquêtés, où ceux-ci sont amenés à voter, en vertu de la juridiction électorale libanaise. En même temps elles se trouvent de plus en plus internationalisées par l'émigration de franges importantes de la population précarisées depuis 2019 qui assigne à la diaspora un rôle de plus en plus important dans le fonctionnement des solidarités et des dettes familiales.

Ces trois processus ont fait l'objet d'une attention publique et médiatique très soutenue dans le contexte des crises récentes. Cependant celle-ci s'est exclusivement portée sur les supposées *anciennes classes moyennes libanaises*. Alors que les groupes éligibles aux rares aides sociales existantes avant la crise et pour lesquels ces dernières sont un enjeu de survie¹⁰ ont été jugées *a priori* exclus des réseaux sous-terrain – et donc non quantifiables - de circulation des « dollars frais ». C'est pourtant le cas de nombreux individus sans emploi et se considérant en situation d'insécurité alimentaire importante, de compter sur des membres de leurs familles travaillant à l'étranger, souvent en Afrique de l'Ouest et dans une moindre mesure en Europe, pour subvenir à leurs besoins de base. C'est le cas des parents de Karim qui m'avouent dépendre principalement des 100 euros par mois que leur envoie leur fils résidant désormais en France pour se nourrir. En réalisant avec eux un relevé de consommation sur huit semaines d'enquête entre octobre et décembre 2022, j'ai pu estimer que la part de la remise d'argent mensuel de leur fils *via* Western Union¹¹ correspondait à 80% du total de leurs revenus mensuels. En effet, ils m'expliquent qu'ils ont dû arrêter toutes les dépenses qu'ils perçoivent comme « superflues » et « inutiles », tel qu'utiliser leur voiture ou rendre visite à des proches en transport public, consommer de la viande, ou payer la facture d'électricité du générateur électrogène : ils ne payent plus que celle de l'Électricité du Liban (EDL) qui ne leur assure qu'entre une heure et deux heures d'électricité par jour. Aussi le cas de Khadija est-il emblématique de ce phénomène dans la mesure où, depuis que son mari a perdu son emploi de chauffeur de bus en 2020, elle est la seule source de revenus du ménage et doit « travailler pour deux » alors même que l'achat de légumes, de pain, et le règlement de la facture d'électricité d'EDL représentent à eux seuls 80% comme je l'estime en effectuant un relevé de sa consommation, en m'inspirant d'une méthodologie déjà pratiquée dans d'autres contextes de crises (Blavier, 2019 ; Perrin-Heredia, 2019).

II- Quand les protections créent de nouvelles insécurités et alimentent des formes de défiance vis-à-vis des dispositifs d'aide.

¹⁰ Dans le contexte où j'enquête la perte d'autonomie qui découle de l'institution du *pauvre* est rarement vécue sur le mode du privilège mais de la contrainte et de l'humiliation, sauf pour celles et ceux, les *miséreux*, qui n'en bénéficient pas et qui cherchent à être reconnus et (ré)élus *pauvres*.

Le haut coût des solidarités de proximité.

Le cas de Khadija est emblématique du regard de nombreux habitants du quartier sur la tournure insupportable du quotidien. Elle me confie avec générosité et précision l'histoire de son naufrage et de celui du quartier où elle a grandi. C'est aussi le naufrage d'un monde de la pauvreté, celui auquel elle croyait, où sa famille se serrait les coudes dans les coups durs, voire où celle-ci avait une autre fonction que celle d'être un filet de sécurité sociale dans un contexte où l'État n'est jamais entré que pour réprimer les émeutes de la faim successives depuis la fin des années 1990. Le coût des engagements relationnels auprès des autres, de leurs familles, de leurs voisins où « tout le monde se connaissait », devient insupportable. Être solidaire devient plus périlleux que dans leurs plus lointains et plus tragiques souvenirs, précisément parce que, pour filer la métaphore de la noyade, si chacun essayait de se maintenir à flot en s'appuyant sur son prochain il l'entraînerait dans sa chute, et toutes et tous en ont une conscience amère et tragique. Les conséquences de la crise sur les ajustements institutionnels de la gestion de la pauvreté d'une part, et sur l'augmentation du coût des solidarités de proximité d'autre part, ont exacerbé chez les plus précaires des formes de défiance vis-à-vis des institutions de l'aide. Cette colère s'exprime de façon ambivalente dans les dilemmes à la fois économiques et moraux des plus pauvres face à leur parti politique habituel ou encore leurs parents et voisins de longue date, autant d'institutions sociales et religieuses sur lesquels et pour lesquels ils comptent (ou comptaient...), et qui par un effet pervers inattendu s'avèrent être productrices d'inégalités et de précarités dans un contexte général déjà insupportable.

« Avant j'allais au village régulièrement pour les fêtes, les mariages etc. Maintenant tu vois bien le prix de l'essence... c'est plus possible. Ne serait-ce que si je veux chercher des affaires ou des provisions d'un magasin qui est un peu loin ça me coûte très cher. Alors le village n'en parle même pas [...].

Si un membre de ma famille se marie je ne peux pas aller au mariage. Bien sûr que non. A cause de l'épidémie un peu au début, on ne pouvait pas se déplacer avec le confinement, mais c'est aussi à cause du prix de l'essence. Écoute, je vais te dire une chose, et je pense que je suis loin d'être la seule dans ce cas, ce n'est pas seulement à cause du Corona ou du prix de l'essence. Sincèrement je ne me sens pas le cœur à aller faire la fête, à aller à un mariage alors que tout s'effondre. Psychologiquement je suis épuisé. Mon âme est épuisée, usée. Quand ton âme n'est pas sereine et est épuisée tu n'as pas envie et tu n'arrives jamais à t'amuser » (...). « Pour les enterrements c'est un peu différent. Ça dépend si le défunt était très proche ou non. Mais dans tous les cas si c'est faisable tu y vas avec quelqu'un de ta famille ou un proche qui possède une voiture et qui peut t'emmener. Avant j'allais chaque semaine au village. Désormais ça fait plus d'un an que je ne m'y suis pas rendue » (Entretien avec Khadija, mars 2022, Hay el-Sellom).

Le cas de Fatima est par ailleurs illustratif de la façon dont l'augmentation brutale des coûts relationnels peuvent être perçus comme un bouleversement moral suscitant du désespoir en même temps que du ressentiment :

« Les relations entre les habitants ont beaucoup changé depuis le début de la crise, même les rapports à l'intérieur de notre famille, pour tous les événements de notre famille mais aussi les choses les plus ordinaires. Par exemple je ne peux pas me rendre sur la tombe de mon frère. Je ne peux pas me rendre au village. Depuis qu'il est mort je n'ai pas pu m'y rendre. Car c'est loin et avec le dollar et tout le prix de l'essence est trop élevé. Avant {en 2021 une pénurie d'essence s'installe pendant plusieurs mois dans tout le pays car l'État n'était plus en mesure de garantir les subventions sur les hydrocarbures} il n'y avait pas d'essence. Maintenant l'essence est trop chère {à la suite de la levée des subventions fin 2021}. On ne peut pas rendre visite aux membres de notre famille. D'abord à cause du Corona, mais très vite le Corona c'est devenu une excuse qu'on donne pour ne pas dire qu'on n'a pas assez d'argent pour rendre visite à ses parents ou à sa sœur (...). On n'a pas de voiture. On prend le van [mini-bus]. Mais même le van c'est devenu trop cher. Je ne vais nulle part. Même ma sœur je ne lui rends plus visite. On ne se parle plus que par *Whatsapp*. Le van coûte 15000 aller et 15000 retour. Elle habite trop loin. A Saint Thérèse [à environ une heure de marche] ».

À la suite de l'épidémie et des mesures de confinement qui ont considérablement compliqué l'entretien des sociabilités du fait de l'impossibilité de circuler, de rendre visite à sa famille, à ses proches, aux personnes influentes du village, mais aussi à ses amis (Arsan, 2018). L'impossibilité de circuler et d'entretenir ces sociabilités par des rites d'hospitalité a empêché les plus pauvres d'accéder aux réseaux d'entraide et de liens sociaux sur lesquels et pour lesquels ils comptaient.

De plus, les sociabilités sont anciennement très monétarisées de manière générale au Liban, y compris au sein de la famille élargie. Les liquidités, et surtout les dons et les services s'agissant des groupes les plus démunis, interviennent en permanence dans les sociabilités et l'entretien des solidarités familiales et de voisinage. Elles interviennent dans les événements qui ponctuent la vie d'une famille (mariage, naissance, circoncision, funérailles, fêtes religieuses etc.) mais aussi dans la vie de tous les jours : mettre la main à la poche quand un parent ou un ami vous le demande, le devoir de générosité, traduit dans un lexique en partie religieux, mais aussi dans différentes expressions idiomatiques, des railleries au mépris pour l'avarice, l'impératif social et patriarcal d'être un « mari généreux » envers sa femme et ses enfants, ou un enfant aimant, bienfaiteur et secourable lorsque ses parents ne sont plus en âge de travailler ; dans une moindre mesure, j'observe que la réputation joue un rôle très important dans les rapports de don et de contre don qui lient les pauvres. De plus les mécanismes de réciprocité sont à Hay el-Sellom plus qu'ailleurs un enjeu de survie, puisqu'ils servent de filets de sécurité sociale informels de base dans les coups durs. Et dès lors que les budgets des plus pauvres se sont trouvés extrêmement

restreints à l'heure de la crise, l'entretien de ces sociabilités et l'activation de ces solidarités n'était plus possible. Il en est ainsi de la solidarité familiale au sein des couches populaires pour lesquelles celle-ci a souvent désormais un coût financier et représente un fardeau moral insupportable.

Les chocs qui s'emboîtent depuis 2019 ont drastiquement restreint les budgets des ménages les plus pauvres, compliquant ainsi les possibilités d'entretenir des solidarités de proximité (familiales, de voisinage, communautaires) qui leur seraient arrimés car de longue date monétarisées et onéreuses dans le contexte des quartiers où j'enquête, et plus généralement libanais. La dépression économique et, entre autres, la restriction des budgets, ont mis sous forte tension des solidarités et « résiliences » sur lesquelles et pour lesquelles les plus pauvres pouvaient et devaient compter pour survivre, avec la conviction, parfois romantique, mais cette fois formulée par les enquêtés eux-mêmes, de devoir se serrer les coudes dans les « coups durs » (Grignon, Passeron, 1989 ; Arsan, 2018). L'efficacité relative de ces solidarités participait malgré tout du sentiment de stabilité, de perpétuation et de consolidation de l'identité de la famille et du quartier et d'un « entre soi protecteur » (Calabrese, 2016) pour le moins étioilé aujourd'hui. Cette *crise de la pauvreté* atteint ainsi son acmé lorsque ces anciens maillages de l'économie de la survie des plus pauvres non seulement ne les protègent plus aussi systématiquement, mais les appauvrissent dans les « coups durs » et deviennent productrices d'« incivilités » (Gayet-Viaud, 2019). C'est un phénomène que les habitants du quartier décrivent souvent. A l'instar de Khadija :

« Ma fille est locataire d'un appartement. Avant elle payait un certain prix, maintenant le propriétaire lui demande beaucoup plus, 1 million de livres (32 dollars au cours en vigueur sur le marché noir au moment de l'entretien) pour un appartement de 2 chambres ! Et l'électricité et elle a des enfants, bref, je lui ai parlé au bonhomme, le propriétaire, en lui disant qu'il exagérait. Il me répond : combien coûte le kilo de lentilles Umm Ali? Combien le kilo de riz Umm Ali ? Je lui ai répondu : et combien vaut le dollar ? Je lui ai dit tu vois que le prix du dollar augmente, celui des aliments aussi, le prix du riz, il n'y a pas de travail, il y a le covid. Tu dois faire preuve d'empathie et de compassion, être solidaire avec nous et prendre en compte la situation, le Covid, prier Dieu qu'il nous sorte de cette situation, de la crise, du Corona, et Dieu te le rendra. Tu devrais plutôt me dire « je te souhaite beaucoup de courage et de chance Umm Ali dans cette épreuve, et que Dieu te soutienne toi et ta famille dans cette situation difficile ». Tu sais ce qu'il m'a répondu ? « Non je ne veux pas couper la poire en deux, je ne n'ai pas à partager toutes les souffrances des autres, j'ai moi aussi des difficultés, chacun a une famille, chacun a ses problèmes, et chacun doit essayer de s'en sortir du mieux qu'il peut dans cette situation. Ma priorité c'est mon intérêt ».

L'augmentation du coût des solidarités de proximité qui s'observe les rapports bailleurs/ locataires est aussi présente dans les opérations de dette et crédit de proximité. Celles-ci ont longtemps été un maillage essentiel de l'économie de la survie (Boissière, 2018) mais il devient de plus en plus difficile de s'endetter et d'établir un système de garantie *via* des relations de confiance dans un contexte où le prix

des denrées est très fluctuant de semaine en semaine. C'est ainsi que Khadija vit et perçoit l'évolution de cette situation :

« Aujourd'hui les commerçants ont trop peur que tu ne les rembourses pas. Et honnêtement moi-même j'ai très peur d'emprunter et de ne pas pouvoir rembourser. Je préfère manger moins et sauter autant de repas que nécessaire plutôt que m'endetter même si c'est juste pour deux ou trois tomates... », dit-elle, avant de s'arrêter de parler longuement tout en fixant le sol... « Ensuite il y a aussi le fait qu'avec l'inflation c'est devenu impossible en fait de s'endetter comme on le faisait avant, surtout pour de l'argent. Car le kilo de tomates ou de concombres pour lequel tu t'endettes aujourd'hui pourrait coûter le double dans une semaine (...) ».

Les crises récentes ont induit une augmentation brutale de la pauvreté absolue (dans sa définition monétaire) et de la pauvreté multidimensionnelle (non monétaire) mais aussi une crise de la mesure de la pauvreté. Une mosaïque d'institutions sociales fragmentées, des ONG en partenariat avec des pouvoirs publics aux familles et au quartier en passant par les partis politiques, toutes à la fois actrices et otages dans ce contexte, ont dû élaborer et mettre en application un plan d'urgence pour répondre à l'explosion des besoins des habitants et du taux de pauvreté absolue. J'observe pourtant dès le début de mon enquête auprès des individus et ménages ciblés par ces différents dispositifs d'aides que les grandes estimations sur l'état de la pauvreté au Liban englobent des trajectoires et des situations différentes, ne serait-ce qu'entre celles et ceux qui avaient le « privilège » d'être pris en charge par un programme d'aide sociale puis celles et ceux qui s'en trouvaient nouvellement ou anciennement exclus. C'est pourquoi j'ai essayé de montrer à quel point ce contexte de crise majeure dans lequel j'ai enquêté avait mis en exergue une *crise des solidarités* sur lesquelles et pour lesquelles les pauvres comptent pour survivre, en même temps qu'elles les produisent et les entretiennent dans cet état. L'augmentation rapide et brutale du coût de la vie a profondément chamboulé la capacité des personnes concernées de *faire avec* avec la crise, leurs stratégies de survie et « arts de faire » devenant elles-mêmes inefficaces dans ce contexte. Ces solidarités sont mises sous tension sous l'effet entre autres de l'explosion du coût de la vie et de la pauvreté absolue. C'est la crise de cette pauvreté ci, *la crise de la pauvreté relationnelle* et des solidarités sur lesquelles elle repose, que j'ai tâché de décrire et d'analyser. Elle est de fait une crise des institutions qui produisent et entretiennent les pauvres dans le Liban contemporain ; si ces institutions ciblent et créent aujourd'hui de nouveaux élus de la pauvreté, elles n'y parviennent pas vraiment, car les processus de ciblage des pauvres, qui obéissent à des équations politiques comme le cas de Karim l'illustre plus haut, créent de nouvelles exclusions ainsi que de nouvelles frustrations sociales et politiques. Comme je le montre, les différents ajustements et les transformations induites par les chocs récents au sein des différents dispositifs d'assistance sont à la fois produits et producteurs d'une explosion brutale du coût de la pauvreté relationnelle, c'est-à-dire du coût des solidarités dans lesquels sont confinés les pauvres pour leur survie. Ces ajustements et transformations ne sont pas seulement économiques mais répondent à des équations

sociales et politiques. Les transformations brutales de ces protections sociales et de leur fonctionnement ordinaire créent de nouvelles insécurités et alimentent des formes de défiance qui se diffusent dans toutes les solidarités de proximité. Conjuguées, ces crises de la pauvreté confinent enfin dans une crise des représentations de la pauvreté, où se dévoile au regard de l'enquêteur comme à celui des enquêtés des expériences crues fort éloignées de l'image stéréotypée et populiste d'une classe pauvre « résiliente », « débrouillarde », tantôt habituée à ruser et à déployer des arts de faire pour survivre, tantôt ancrée dans des solidarités rapprochées et une culture populaire autonome où les uns et les autres se serreraient les coudes dans les coups durs. Enquêter « à chaud » sur cette crise m'aura permis d'observer et de consigner les signes de l'effondrement de ce mythe en train d'avoir lieu, où le coût des protections devient tel qu'il engendre à son tour les insécurités et les conflits que ces solidarités étaient censées conjurer...

Bibliographie

Alvaredo, F., L. Assouad, and T. Piketty, "Measuring inequality in the Middle East 1990-2016: The World's Most Unequal Region?," WID.world wp 2017/15, 2017.

Arsan, Andrew, Lebanon, a country in fragments London, Hurst and Company, 2018, 518 p.

Assouad, Lydia, Rethinking the Lebanese economic miracle: The extreme concentration of income and wealth in Lebanon, 2005–2014, *Journal of Development Economics*, Volume 161, 2023.

Blavier, Pierre, « Tenir son budget en temps de crise. Enquête auprès d'un couple espagnol après la récession de 2008 », *Les Études Sociales*, vol. 169, no. 1, 2019, pp. 71-90.

Calabrese, Chiara (2020). « Le Hezbollah face à la 'guerre' contre le Covid-19 ». *Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*. Consulté le 07 juin 2020, sur <https://ifpo.hypotheses.org/10355>

Calabrese, Chiara. (2016). *Militer au Hezbollah. Ethnographie d'un engagement dans la banlieue sud de Beyrouth*. Paris/Beyrouth : Karthala/Presses de l'Ifpo.

Cammatt, Melani, (2014). *Compassionate Communalism: Welfare and Sectarianism in Lebanon*. Cornell: Cornell University Press.

Cammatt, Melani & MacLean, Lauren. (dir.) (2014). *The Politics of Non-State Social Welfare*. Cornell: Cornell University Press.

Catusse, Myriam, Le Temps du social. Du Maroc au Liban, une grande transformation (EHESS, nov. 2020).

Daher, Aurélie, Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir. Presses Universitaires de France, 2014.

DEEB Lara et HARB Mona, *Leisurely Islam. Negotiating Geography and Morality in Shi'ite South Beirut*, Princeton, Princeton University Press, 2013, 286 p.

Fawaz, Mona, (2004). Strategizing for housing: an investigation of the production and regulation of low-income housing in the suburbs of Beirut. Thesis (PhD), Massachusetts Institute of Technology, Department of Urban Studies and Planning, 299 pages.

Gayet-Viaud, Carole. « La civilité est-elle réac ? », *Politix*, vol. 125, no. 1, 2019, pp. 31-58.

Harb, Mona. « La Dâhiye de Beyrouth : parcours d'une stigmatisation urbaine, consolidation d'un territoire politique », *Genèses*, vol. n°51, no. 2, 2003, pp. 70-91.

Kassatly Houda, 2017, « Santé, éducation, naissances. Quelques données de base sur la situation des réfugiés syriens au Liban », *Hommes & Migrations*, vol. 1319, no. 4, pp. 119-123.

Kochuyt, Thierry, « La misère du Liban : une population appauvrie, peu d'état et plusieurs solidarités souterraines », *Revue Tiers Monde*, vol. 179, no. 3, 2004, pp. 515-537.

Melanie S. Tanielian, *The Charity of War: Famine, Humanitarian Aid and World War I in the Middle East*, Stanford, CA: Stanford University Press, 2018, 350 p.

Passeron, Jean-Claude, & Grignon, Claude. (1989). *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris : Seuil.

Perrin-Heredia, Ana. « 4. L'épargne des invisibles », *Regards croisés sur l'économie*, vol. 24, no. 1, 2019, pp. 71-81.

Zelizer, V. A., Weber, F. (2006). Viviana Zelizer, « l'argent social » : Entretien avec Florence Weber, *Genèses*, 65(4), 2006, 126-137.

Sources de presse:

Mansour, Adel, directeur exécutif, répondant aux questions du journal en ligne le Commerce du Levant
<https://www.lecommercedulevant.com/article/30137-al-qard-al-hassan-la-microfinance-resistante>
<https://www.lorientlejour.com/article/1259091/la-carte-al-sajjad-nouvelle-arme-du-hezbollah.html>

Rapports issus de la littérature grise:

ESCWA, 2021, *Multidimensional poverty in Lebanon: painful reality and uncertain prospects*, Beyrouth: ESCWA.
Ghassan Makarem, Anthony Rizk, " نانبل يف ةيلوجرلا ةلودلاو ةيسنجالا قوفحلا تامظنم : " رطخ ", Civil Society Knowledge Center, Lebanon Support, 2015-06-01 00:00:00. "Masculinity-under-threat": Sexual Rights Organizations and the Masculinist State in Lebanon Anthony Rizk, Ghassan Makarem | Originally Published June 2015 يف ةلوجرلا; <https://english.legal-agenda.com/domestic-violence-on-trial-no-to-the-use-of-children-to-abuse-and-extort/>

Haddad, Antoine, (1996). *Poverty in Lebanon*. Beyrouth: UN-ESCWA.

"World Bank. 2022. *Liban Bulletin de Conjoncture, Automne 2021: Le Grand Deni*. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36862> License: CC BY 3.0 IGO." Le Grand Deni. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36862> License: CC BY 3.0 IGO."